

Que faire de cette élection ?

L'élection présidentielle qui consiste à conférer le pouvoir à un seul individu est par essence antidémocratique et réactionnaire. Elle renoue avec une tradition politique bonapartiste, voire monarchique, que Macron a encore accentuée. Cette élection est en parfaite contradiction avec l'exigence de démocratie qui monte dans le pays, comme on l'a vu notamment avec le mouvement des Gilets jaunes. Elle est en contradiction avec cette même exigence de démocratie inhérente au communisme dont nous sommes porteurs. Non seulement elle n'est pas propre à faire progresser la cause qui est la nôtre, mais on peut même dire qu'elle est par nature anticommuniste. Ces institutions que nous avons été les seuls à combattre dès leur origine sont faites pour verrouiller la politique et concentrer le pouvoir au sommet de l'État. Elles sont un terrain de lutte créé sur mesure et aménagé par l'adversaire de classe. C'est pour nous un terrain miné. On comprend qu'en raison de cela, cette élection soit présentée par les tenants du système comme le moment politique suprême. Nous n'avons aucun intérêt à nous laisser prendre à ce piège. Ne faisons pas de cette élection un enjeu majeur pour notre combat. Même si l'on ne peut ignorer l'importance de la dimension institutionnelle, nous devons admettre que le changement de société auquel nous aspirons ne se réalisera pas par en haut, il ne sera pas administré par l'État. Présenter à cette élection une candidature issue de nos rangs avec l'idée de faire avancer la cause communiste est donc a priori problématique.

L'idée que nos difficultés et notre quasi éviction des médias viendraient du fait que nous n'avons pas présenté de candidats aux deux dernières présidentielles n'est pas du tout probante. On peut même considérer que c'est plutôt le contraire qui est vrai : c'est le score infime (moins de 2%) que nous avons réalisé la dernière fois que nous nous sommes présentés, en 2007, qui a servi de prétexte pour nous faire disparaître du paysage médiatique. Cette idée selon laquelle le regain de notre influence dépendrait du score que nous réaliserions dans ce type d'élection est donc très discutable. Elle présente en outre le risque de nous détourner de la recherche et de l'analyse des vraies causes de notre déclin.

Il ne sert à rien, par ailleurs, de s'indigner du fait que les regards et les projecteurs médiatiques soient dirigés sur le deuxième tour, comme si seul le premier tour devrait requérir notre attention. Car c'est bien au deuxième tour que se fait l'élection. Il en est le moment décisif, il en est la vérité. Le premier tour n'en est que la préparation. Vouloir s'en servir pour profiter de la (petite) fenêtre médiatique qu'il nous offre, faire connaître nos propositions, affirmer notre identité, comment ne pas voir les conséquences que cela induit pour la suite ? Nous avons toutes et tous en mémoire le douloureux souvenir de notre appel, au demeurant justifié, à voter Macron en 2017.

Cette élection est piégée, cependant elle existe et s'impose à nous. Déterminons-nous à son égard en l'envisageant dans sa globalité et en nous positionnant en vue de son résultat final, qui va conditionner la vie politique dans notre pays pendant les cinq ans à venir. Pour cela nous devons évaluer ce qui vaut le mieux pour nous. D'abord éviter le pire et ensuite préserver les conditions les plus favorables possibles pour mener notre combat qui, lui, doit se livrer prioritairement sur un tout autre terrain. Le pire, ce serait l'élection d'un candidat de droite comme Macron et pire encore d'extrême droite. De nouvelles atteintes seraient portées à nos conquêtes sociales, de nouvelles difficultés seraient créées pour notre combat. La meilleure position consiste donc à créer les conditions d'un deuxième tour qui nous évite le choix mortifère entre la droite et l'extrême droite. Et surtout, chose qui me paraît

inconcevable, ne rien faire qui puisse aggraver les risques d'un accès de l'extrême droite à la tête du pays. Ce serait prendre une lourde responsabilité devant l'histoire. Nous mesurons toutes et tous ce que cela impliquerait sur le plan social, démocratique et du point de vue de la lutte idéologique. Même si nous ne devons pas nous focaliser sur ce scénario, nous pouvons reconnaître qu'il n'a jamais été aussi envisageable qu'aujourd'hui. S'il est impossible de prédire ce qui se passera dans un an, si la précédente élection nous a réservé bien des surprises, nous pouvons au moins être sûr d'une chose : la multiplication des candidatures à gauche diminue d'autant ses chances pour elle d'accéder au second tour.

L'incertitude de cette élection, la véritable surprise qu'elle pourrait provoquer, ce serait, en effet, la qualification d'un candidat de gauche. Ne pas prendre en considération le deuxième tour revient à nier cette possibilité et à faire en sorte qu'elle ne puisse se réaliser. Ne devons-nous pas considérer, au contraire, qu'à ce niveau rien n'est joué et qu'à un an du scrutin il est possible, par une démarche rassembleuse, de mobiliser largement pour éviter de réitérer le scénario catastrophe qu'une grande majorité de Françaises et de Français refusent. Quoi que l'on pense de Mélenchon, il est le mieux placé à gauche pour pouvoir espérer jouer ce rôle. La lettre qu'il nous a écrite nous propose de faire autrement qu'en 2017. Il propose non pas un simple ralliement mais une collaboration sur le programme et sur les législatives. Il envisage même d'élargir le rassemblement à d'autres "forces de la gauche traditionnelle". Pourquoi refuser ? Il représente l'orientation politique la moins éloignée de la nôtre et nous n'avons ni le temps ni les moyens de construire une autre candidature de gauche. Dans ce contexte extrêmement contraint où nous sommes, cette option me semble la moins mauvaise. Faire le choix de présenter un candidat communiste, c'est, par contre, faire une croix sur la possibilité, même faible, d'une alternative politique de gauche et ce n'est pas pour autant le moyen de nous assurer d'accroître le nombre des députés communistes. Nous savons à quel point, avec ce calendrier électoral, le résultat de la présidentielle détermine la législative.

En tout état de cause, le soutien à une candidature qui ne soit pas issue de nos rangs et à un programme qui ne soit pas proprement communiste ne devrait pas nous détourner du combat qui est le nôtre. Il y a là, certes, une difficulté, mais qui n'est pas insurmontable et que nous devons affronter. Nous pouvons être aidés en cela par la situation dans laquelle nous sommes. La crise généralisée du capitalisme appelle, en effet, plus jamais des réponses qui exigent une sortie de ce système dont les méfaits présents et les menaces qu'il fait peser sur l'avenir font l'objet d'un constat de plus en plus partagé. Nous devons travailler à résoudre cette difficulté qui consiste à traiter les questions politiques qui nous sont posées tout en donnant à la visée communiste un aspect concret, palpable et désirable. Donnons à voir concrètement ce que pourrait être le dépassement du capitalisme. Donnons envie, donnons un désir de communisme. Là est la clé de notre redressement.

Pour cela, nous ne partons pas de rien. Au moment où nous venons de célébrer notre centenaire, appuyons-nous sur les conquêtes que nous avons réalisées dans notre histoire, creusons les sillons dessinés, à la Libération, par Marcel Paul, Maurice Thorez et Ambroise Croizat. Ils ont élaboré un statut salariale pour les catégories de travailleurs de la fonction publique et des industries nationales du gaz et de l'électricité, qui détache le salaire du travail concret pour l'attacher à la personne et à sa qualification. Ce statut doit servir de modèle pour libérer tous les salariés de leur dépendance à l'emploi et au marché du travail. Il répond à l'exigence d'une rémunération universelle qui se fait jour et qui est dévoyée sous la forme d'un revenu minimum d'assistance. Revendiquons au contraire un véritable droit politique au

salaires à vie qui reconnaissent chacune et chacun, dès 18 ans, comme productrice et producteur de valeur économique. Son financement ne doit pas se faire par l'État et l'impôt mais en suivant le modèle de la Sécurité sociale, par le biais de la cotisation prélevée sur la valeur ajoutée créée dans les entreprises. Ce statut de salarié.e à vie doit s'accompagner de la propriété d'usage de l'outil de travail transférée à celles et ceux qui s'en servent et qui peuvent ainsi décider pleinement des finalités et des conditions d'accomplissement de leur travail. En échange de la valeur ajoutée cotisée, les entreprises recevront une subvention leur permettant d'investir sans avoir recours à des actionnaires ou à des emprunts bancaires prédateurs. Ce financement non capitaliste de l'économie a déjà fait ses preuves dans le passé en permettant à la France de se doter d'un système hospitalier des plus performants. En nous appuyant sur ce "déjà-là" communiste, nous pouvons faire toucher du doigt ce que pourrait être une société libérée du capitalisme et donner ainsi tout son sens à notre combat. Libéré de l'aliénation capitaliste et de ce que le philosophe Axel Honneth nomme "la société du mépris", l'individu conquiert une pleine reconnaissance de sa dignité. Cette mutation anthropologique, qui met réellement l'humain au centre, est en même temps le plus sûr moyen, par une maîtrise concertée du développement économique, de faire face à la crise écologique qui menace la planète.

Si nous ne pouvons, par principe, attendre de cette élection présidentielle la solution de nos difficultés et la réalisation de nos aspirations, nous pouvons au moins espérer que son résultat n'aggrave pas voire améliore les conditions de notre combat communiste.